

parties arabes les plus directement engagées. Nous ne perdons aucune occasion de rappeler ces facteurs dans nos contacts avec les gouvernements arabes et les leaders palestiniens. Dans l'intérêt de la paix régionale et mondiale - tout comme dans leur propre intérêt - les Arabes devraient accepter de s'asseoir à la table de négociation avec Israël, comme l'a fait le Président Sadate en 1977. Aucune autre avenue ne mènera à un règlement à long terme.

On n'a pas toujours bien compris, cependant, que notre ferme appui en faveur de l'existence de l'État d'Israël n'interdit pas des divergences fondamentales avec le gouvernement israélien à propos de certaines de ses politiques.

En particulier, le Canada a critiqué la politique d'Israël vis-à-vis des territoires occupés de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et des hauteurs du Golan. Nous avons indiqué à Israël que nous ne pouvions accepter que cet État ait acquis le droit de garder le contrôle permanent de ces territoires. L'affirmation répétée des porte-parole israéliens qu'Israël ne se retirera jamais des territoires occupés, combinée à la volonté évidente d'augmenter le nombre de colonies de peuplement et d'exclure toute possibilité de les éliminer dans le cadre d'un arrangement de paix, mine la confiance en la possibilité de négociations fructueuses et, en conséquence, n'aide d'aucune façon le processus de paix.

Le Canada a en outre critiqué les mesures draconiennes prises dans les territoires occupés pour supprimer l'évolution du sentiment nationaliste palestinien, y compris la fermeture d'universités palestiniennes par Israël, sa répression des manifestations qui a fait plusieurs morts et blessés, et son érosion du leadership palestinien local par l'expulsion de certains maires et la destitution d'autres maires et de conseils municipaux.

Le Canada s'est par ailleurs fermement opposé à l'annexion de Jérusalem-Est par Israël en 1980 et aux mesures prises en vue d'annexer les hauteurs du Golan en 1981.

Nous avons indiqué clairement que nous considérons l'invasion du Liban et l'incursion subséquente d'Israël à Beyrouth-Ouest comme étant injustifiées et comme marquant un sérieux recul pour le processus de paix. Selon les termes mêmes du Premier ministre, nous croyons qu'il est "important d'éviter tout geste qui pourrait nourrir plutôt qu'apaiser la flambée de violence et de haine au Moyen-Orient". Tout comme la politique de lutte armée contre Israël pratiquée